

8 Mars 2022 - sous Macron : les séniore discriminées, méprisées, stigmatisées

Les mesures prises depuis 5 ans par le Président actuel montrent bien au service de qui il s'est placé, et ce n'est pas à celui des séniore.s, loin s'en faut. Il est vrai qu'avec 18% de voix au premier tour, cela représente à peu près à quel point sa république en marche séduisait d'électeurs et d'électrices. En mars 2017, Macron prétendait valoriser l'apport des séniore.s à la société - c'est exactement le contraire qu'il a mis en œuvre, par son mépris, la stigmatisation de celles et ceux qui coûtent-cher et qui-ne-ont-rien.

Qu'il s'agisse de la **baisse des pensions** par l'**augmentation de la CSG**, dans un contexte de **gel des pensions** de retraite (même les plus modestes), de diminution de l'offre de services publics, d'explosion des dépassements d'honoraires dans la médecine de ville, assortie de l'augmentation des tarifs des complémentaires santé ...

Les femmes subissent de plein fouet, et plus fort encore, les mesures « sociales » prises sous la présidence Macron. L'égalité hommes-femmes ne se fait pas à la retraite, et **les pensions des femmes sont en moyenne de 40% inférieures** à celle des hommes. En 2019, la pension moyenne des femmes, hors réversion étant de 1145 euros bruts mensuels (contre 1924 euros pour les hommes). Sur ce sujet, la seule nouvelle réforme (heureusement retardée pour cause de luttes et de COVID) aurait encore plus durement écorné le pouvoir d'achat des retraité.es : avec le système de **retraite à points, c'est toutes les pensions qui auraient baissé**, et puisque les femmes ont les carrières les plus « hachées » pour cause de chômage, de temps partiel et de maternité, les emplois les moins rémunérés (services, grande distribution, soins à la personne...), elles en auraient été les premières victimes.

Quant aux personnes déjà pensionnées, de grandes incertitudes existaient par exemple sur le calcul des pensions de réversion, la part variable du PIB réservée aux pensionné.es ... De plus, les récentes revalorisations des pensions sont loin de rattraper les sommes perdues depuis 10 ans (environ l'équivalent d'un mois de pension). Si Macron est réélu, on peut raisonnablement craindre qu'il tente une nouvelle fois d'imposer ce recul social.

Si, sur le plan économique, les femmes ne sont toujours pas égales aux hommes, sur le plan des **violences policières**, par contre, de gros efforts ont été faits par la police pour **réprimer d'une manière violente indifféremment hommes et femmes** qui manifestent.

Le 2 décembre 2018, une octogénaire marseillaise est atteinte par une grenade lacrymogène qui entre par la fenêtre du 4^e étage de son immeuble, situé au coin de la Canebière, alors qu'elle fermait ses fenêtres. Transportée à l'hôpital, elle meurt le lendemain d'une crise cardiaque. Le policier responsable ne sera pas sanctionné.

On se souvient aussi du 23 mars 2019, à Nice, lors d'une manifestation des Gilets Jaunes, au cours de laquelle **Geneviève Legay**, une manifestante de 73 ans, militante d'ATTAC et de la CGT, a été **gravement blessée** par un policier qui l'a jetée à terre, occasionnant de multiples fractures au crâne et au coccyx, des côtes cassées et une hémorragie. Violences à la suite desquelles le Président s'est exprimé ainsi : « Quand on est fragile, qu'on peut se faire bousculer, on ne se rend pas dans des lieux qui sont définis comme interdits et on ne se met pas dans des situations comme celle-ci », en souhaitant à la manifestante « peut-être une forme de sagesse ». Alors que, si cette femme militante s'est mobilisée, c'est par solidarité contre les mesures « pas sages » et injustes que le gouvernement prenait contre les populations les plus modestes, et qui ne pouvaient que susciter des mécontentements et des protestations.

Aux femmes victimes de violence de la part de leur compagnon de vie, Macron répond là aussi à côté de la question, en instaurant un « Grenelle des violences » qui n'aboutira qu'à des mesures au rabais, sans réel financement à la hauteur des enjeux.

Par ailleurs, concernant la nécessité de prendre des mesures spécifiques en direction des personnes les plus isolées, les plus fragiles, « il n'y a pas d'argent magique » est-il rétorqué aux associations.

La première vague de la pandémie COVID a permis au gouvernement de témoigner une nouvelle fois du soin particulier qu'il prenait à la santé des sénior.es : **tri des patient.es** en fonction de l'âge, report d'opérations prétendues « de confort », report d'examens de dépistage du cancer ... notamment des cancers digestifs qui frappent en majorité les personnes âgées. Il fallait donc **sacrifier les plus ancien.nes** puisque les moyens manquaient pour les maintenir en vie, du fait des politiques de casse de l'hôpital public depuis plus de 10 ans. Et puisque cela ne suffisait pas, 2020 a vu la suppression de 5200 lits supplémentaires.

Autre leurre : **la panthéonisation de Joséphine Baker**, grande résistante « racisée » à une époque où de « bonnes françaises » firent le choix de l'occupant nazi et du pétainisme, et où nombre d'artistes préférèrent célébrer « l'amitié » franco-allemande, rendant visite au ministre de la propagande nazi, à Berlin. Si cet hommage, fort tardif, est une bonne décision, il ne fait pas oublier les **mesures discriminatoires à l'encontre des immigré.es** et des réfugié.es depuis 5 ans : recours accru aux détentions administratives, l'obtention des documents de séjour rendue de plus en plus difficile, accords pas-

sés avec des pays extra-européens non démocratiques (Turquie, Libye, Niger) pour retenir hors des frontières européennes les personnes voulant immigrer **sous le prétexte de les protéger** contre les trafics d'êtres humains. Du fait de ces politiques migratoires, combien de femmes et de jeunes filles ont été la cible de trafiquants en tout genre (prostitution, vol d'organes, travail forcé) ?

Quant à la **loi sur l'Autonomie**, elle a été immédiatement sacrifiée à la relance de l'économie suite à la pandémie. Les récents scandales de maltraitance dans les EHPAD - s'ils sont un fait connu depuis longtemps par les pouvoirs publics - ne changeront sans doute rien sur le projet d'accroissement de la marchandisation de la prise en charge de la dépendance. **A nous, par notre mobilisation, d'y mettre fin.**

C'est, entre autres, **8,7 millions de citoyennes retraitées** qui ont subi, depuis 5 ans, l'arrogance et le mépris d'un Président qui n'estime que ceux (et peut être celles) qui lui ressemblent : avides de pouvoir et d'importance, omniscient, à fort potentiel économique ... Aucune de nous n'attendait le Père Noël, mais tant de dédain, voire de cuistrerie est indigne d'une démocratie que la France, par la voix de ses représentant.es, prétend être.

Les retraité.es organisées dans l'UNIRS se battent pour un meilleur avenir, pour l'égalité des droits et des chances, pour la justice sociale et climatique. Ensemble, nous avons pu faire reculer Macron, ensemble, nous continuerons.

**Le prochain Président est donc prévenu !
Et la prochaine Présidente aussi !**